



L'EMPRISE

Des sacs de billets au blanchiment par millions, itinéraire de l'argent de la drogue



ENQUÊTE par Clara Martot Bacry le 12 Juin 2023 💬 16







Exfiltré des cités, le bénéfice de la vente de stupéfiants est blanchi via des système bancaires parallèles, ou réinjecté dans l'économie légale. Au fil des enquêtes judiciaires, le parcours de cet argent sale apparait en filigrane. Dans ce troisième épisode de notre série "L'Emprise", Marsactu enquête sur les millions d'euros du trafic.



Illustration : Emilie Sétou



de 50 000 euros, dans les plus gros points de deal marseillais. Il faut alors immédiatement payer les petites mains : 100 euros pour les deux ou trois guetteurs, un peu plus pour les vendeurs, qui ne sont pas plus nombreux. Une liasse pour les nourrices et les intermédiaires, peut-être des sommes à quatre chiffres pour la poignée de “*superviseurs de terrain*”. Quelques milliers d’euros. Voilà tout ce qu’on laisse à la cité.

 Le gros du pactole, qui peut atteindre le million en moins d’un mois, est,  qui, blanchi. Blanchi au bénéfice des têtes de réseaux, avec  l’incontournable complicité d’entreprises légales à Marseille et de  “*banquiers occultes*” sur d’autres continents. L’emprise économique du  trafic s’exprime là. Pas au travers des quelques billets que récupèrent les  orçats du deal. Mais via le blanchiment international, les réseaux bancaires parallèles et les millions d’euros de cash réinjectés dans l’économie réelle.

Si certaines familles marseillaises “*vivent du deal*”, comme on l’entend souvent, il s’agit d’un phénomène dérisoire comparé aux sommes captées par le sommet de la pyramide. C’est la loi du capital. Dans [un article intitulé *L’argent facile*](#), la sociologue Claire Duport montrait en 2016 que le gain des petites mains “*ne permet évidemment pas d’épargner, mais même pas non plus un peu de luxe ou de frime*”. Depuis, les “*salaires*” des guetteurs ont augmenté, mais pas de quoi faire vivre des quartiers entiers, prévient d’emblée un cadre de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône : “*En France, c’est quasiment impossible de blanchir ne serait-ce que 5 000 euros par jour via un commerce de quartier. Croire au mythe de la supérette ou du kebab qui vivraient grâce aux millions du trafic, c’est ignorer la réalité.*”

EXFILTRER L’ARGENT DES CITÉS

La réalité, c’est que l’argent prend la malle. Devant la justice, les dossiers défilent et le premier maillon de la chaîne du blanchiment reste invariablement le même : un sac plastique. Ou un “*sac Picard*”, un “*sac à linge*”, une “*boîte à chaussures*”, racontent les procédures judiciaires. Les



Depuis quelques années, ces pratiques déjà bien rodées se sont complexifiées. En 2015, une opération policière à la Castellane permet de mettre la main sur 1,3 million d'euros entreposés à la cité. L'erreur sert de leçon aux réseaux. *“Ce que l'on voit désormais, c'est la création de nourrices intermédiaires en centre-ville ou dans les beaux quartiers, détaille la commissaire divisionnaire à l'Office anti-stupéfiants (Ofast). L'argent est récupéré quotidiennement chez les nourrices de jour, pour être déplacé dans des appartements hors de la cité.”*



Plusieurs fois par mois, un “collecteur” récupère les liasses et les transporte au-delà des frontières. La route des collecteurs commence parfois à Paris, souvent dans la vallée du Rhône, et bifurque après Marseille pour rejoindre l'Espagne. À Plan-de-Campagne, Nîmes, Perpignan, les caches du coffre de la voiture se remplissent souvent un peu plus.

LE RÔLE CLEF DES “COLLECTEURS”

C'est ce que raconte un dossier jugé en septembre 2019 à Marseille. Une enquête emblématique parce que rare, en ce qu'elle s'intéresse à ce rouage méconnu du trafic. Foued B.* était l'un d'eux. Chauffeur routier à Vitrolles, père de famille, son casier judiciaire est vierge lorsqu'il se fait embaucher par le réseau de la Castellane, son quartier natal. En interrogatoire, il avait reconnu sa mission : se rendre à la tour K de la cité pour récupérer des sacs de billets et les amener vers Malaga. Ces derniers “puaient le shit”, au point “qu'il devait régulièrement asperger les sacs de “Fébreze” ou mettre les billets sous cellophane”. Foued B. a été condamné à 5 ans de prison.

Le retour de l'argent n'est pas assuré, le trafic perd de son éclat.

Ce jugement avait été rendu par la 6e chambre du tribunal correctionnel de Marseille, spécialisée en délinquance financière et d'ordinaire habituée aux cols blancs. Les magistrats avaient



manipuler les produits stupéfiants, au contraire, car il s'agit de la face moins visible mais bien plus importante pour la pérennité d'un trafic. [Car] si le retour [de l'argent] n'est pas assuré, le trafic perd de son intérêt."

PRISE DE CONSCIENCE JUDICIAIRE

Mais où donc va l'argent ? Au sein de la PJ marseillaise, la question est devenue centrale il y a quelques mois seulement. Grâce aux renforts policiers annoncés par le plan gouvernemental "[Marseille en grand](#)", la police judiciaire a récemment détaché une quinzaine d'enquêteurs sur deux lieux nouveaux groupes. Le premier scrute les mouvements de l'argent dans les cités, le second enquête sur le blanchiment. Plusieurs sources parlent d'une prise de conscience très récente, accélérée par la "situation" aux Pays-Bas. En 2021, un groupe de narcotrafiquants a été [soupçonné de planifier l'enlèvement](#) du Premier ministre néerlandais. À Marseille, la commissaire divisionnaire à la lutte contre la criminalité financière (DLCF) formule la chose sans détour : *"Il y a la crainte que des cartels se forment dans la sphère économique. Et que des entreprises légales soient dirigées par des mafias"*.

À LIRE

L'EMPRISE : RACONTER LA MAINMISE DES TRAFICS



Rhône. Et pour le suivre, il existe trois chemins possibles. Le premier est terrestre. Comme le prouve le dossier des collecteurs, il est encore possible de déplacer d'importantes sommes d'argent par la route. Direction le Maghreb, mais pas seulement. Selon nos informations, un réseau de transport d'espèces entre Marseille et la Turquie est au cœur d'un dossier d'instruction en cours. Deuxième procédé utilisé, selon une magistrate : *“les transferts de fonds via des circuits bancaires complexes”*, exactement comme dans les manœuvres de fraudes fiscales.

Le troisième procédé utilisé pour blanchir se retrouve dans les dossiers sous le nom de *“hawala”*. Ce terme arabe renvoie à des pratiques traditionnelles de compensation. Plutôt que de voyager avec du liquide en grande quantité, on remet la somme à un intermédiaire sur place, qui l'enverra sous une autre forme (bancaire, objets de valeur, véhicules...) au pays de destination. Ainsi, l'argent est resté à un point A, mais sa valeur a été compensée à un point B. Ce procédé communautaire est aujourd'hui détourné par les réseaux criminels. On le retrouve par exemple dans les dossiers de [passeurs de migrants](#) ou de [terrorisme](#). Et de trafic marseillais, donc. Avec ce système, *“l'argent ne circule pas, il est intraçable”*, lit-on dans un dossier.

Bien souvent, les affaires de blanchiment montrent une imbrication de tous ces circuits : du transport d'argent cash, des opérations bancaires occultes, et des systèmes de compensation. La commissaire divisionnaire à la lutte contre la criminalité financière (DLCF) parle d'organisation *“en toile d'araignée, avec de multiples ramifications”*. Rien d'étonnant. Car les sommes qui circulent sont colossales.

UN DOSSIER À 45 MILLIONS D'EUROS

C'est inédit. Au cours des dix derniers jours, le parquet de Marseille a annoncé trois vagues d'interpellations pour blanchiment sur fond de trafic de stupéfiants. Début avril 2023, 13 personnes ont été mises en examen entre Aix et Marseille, suspectées d'avoir permis de blanchir 4 millions d'euros. Le parquet précise que via un système de *“fausses*



aussi utilisé malgré lui pour entreposer des milliers d'euros en espèces sous forme d'avoirs, qui servaient ensuite à acheter des montres de luxe.

1 mai 2023, un coup de
à Marseille a permis
cer sept personnes
ention provisoire.
ont soupçonnées
r participé à
ir 45 millions
s.



Deuxième affaire : les 25 et 26 mai, une opération hors normes est menée par 156 policiers. Huit personnes sont mises en examen dans le cadre d'une information judiciaire diligentée par la JIRS de Marseille. Parmi elles, sept sont placées en détention provisoire, dont un gérant d'une société de BTP et plusieurs membres d'un puissant réseau du 13^e arrondissement. Cette fois, la somme suspectée représente quatre années de bénéfices. La police a saisi des œuvres

d'art "*de grande valeur*" (un tableau de Robert Combas, une sculpture de César), 23 voitures de luxe et 25 montres, "*plusieurs centaines de bouteilles de grands vins et champagnes*"... Les autorités estiment que 45 millions d'euros auraient été blanchis, via un procédé qui n'a rien d'original dans cet univers, mais reste très peu connu du grand public.

La première étape consiste, comme dans l'affaire précédente, à faire intervenir plusieurs sociétés locales ayant pignon sur rue. D'un côté, les entreprises récupèrent les billets issus du trafic, dont elles ont besoin pour payer des salariés non déclarés. De l'autre, elles rendent aux trafiquants l'argent pris en espèces via des chèques ou des virements. "*En langage policier, on dit que l'argent du trafic est « bancarisé » : il entre dans le système bancaire*", explique la commissaire divisionnaire à la lutte contre la criminalité financière (DLCF), au travail sur ces deux affaires. Il s'agit donc d'un système de "*compensation*" à échelle industrielle avec, entre les transactions, plusieurs "*sociétés taxis*" qui ne servent qu'à faire transiter l'argent pour brouiller les pistes.

DU CASH POUR LE TRAVAIL DISSIMULÉ



étape de la compensation (*"hawala"*). Le parquet résume les choses ainsi : *"ce système de blanchiment présumé permettait, par compensation, de financer le recours au travail dissimulé mais également de récupérer à l'étranger, sous forme de véhicules, l'équivalent des espèces provenant d'activités illégales."* Des sommes ont été saisies sur 16 comptes bancaires différents. *"Le cash n'a jamais bougé de Marseille mais les trafiquants peuvent disposer de leur argent sur des comptes domiciliés à 'autre bout du monde"*, résume une source policière.



L'avocat Tom Bonnifay, qui intervient souvent sur des dossiers de blanchiment, parle d'un *"marché du cash"*. *"C'est très pragmatique. Cela peut étonner, mais c'est le principe du blanchiment : la rencontre entre l'économie illégale et légale, autour d'intérêts communs."* Notre source à la préfecture de police résume : *"la réalité, c'est que l'économie légale a des besoins inavouables pour rester compétitive."*



d'un phénomène systémique ? Contactée, la porte-parole de la fédération BTP des Bouches-du-Rhône n'a pas souhaité s'exprimer. Dans d'autres dossiers, on peut aussi rencontrer des sociétés de sécurité privée, d'évènementiel ou de restauration.

DUBAÏ, HONG KONG, BUDAPEST

Le 2 juin dernier, enfin, c'est le travail de l'Ofast (Office anti-stupéfiants) qui mène à la mise en examen de sept personnes liées au trafic des Rosiers (14e), entre autres, pour "*blanchiment de trafic de stupéfiants*". Tous ces dossiers dessinent un circuit à deux entrées, donc. D'un côté, les billets en grande quantité qui finissent entre les mains de sociétés égales. De l'autre, de l'argent sale bancarisé, stocké sur des comptes à l'étranger : Dubaï, Hong Kong, Alger, mais aussi Budapest, sont cités par nos sources judiciaires. Et entre les deux, des hommes de main professionnalisés, souvent appelés "*saraf*" en arabe, "*banquiers occultes*" ou "*superfacilitateurs*" en français, chargés d'orchestrer ces opérations.

À LIRE

UN MORT PAR SEMAINE : QUAND LES TRAFIQUANTS IMPOSENT LEUR TERREUR



milliards d'euros par an à l'échelle nationale, facilement 15 millions d'euros pour les plus gros points de vente marseillais. *“Mais c'est toujours très délicat d'évaluer les gains d'un trafic. On le sait soit en saisissant les feuilles de compte d'un réseau, soit après une enquête fine au long cours. Donc a posteriori”*, précise notre source à la préfecture de police. D'abord parce que le chiffre d'affaires ne dit rien des dépenses du réseau, alors *“qu'il est évident que l'achat de la matière première occupe une part non négligeable”*.



L'OFFRE ET LA DEMANDE



En revanche, le prix de vente est, lui, affiché partout. Directement graffé sur les murs, détaillé selon toutes ses variétés dans les canaux Telegram qui mettent clients et trafiquants en relation. Comptez entre 6 et 8 euros pour 1 gramme de haschich, 10 euros pour l'herbe, et autant pour la cocaïne en tout petit pochon (0,2 gramme). [Les prix sont en hausse](#). Mais selon la sociologue Claire Duport, *“la teneur de THC a triplé dans la résine de cannabis en dix ans seulement, et la pureté de la cocaïne a aussi augmenté. Si bien qu'au final, le produit pur coûte moins cher.”* Avec la même somme, le consommateur a donc accès à un stupéfiant plus puissant.

L'emprise économique du trafic, c'est aussi la création de nouveaux métiers du deal, l'entrée en scène de nouveaux intermédiaires. Sur ces mêmes canaux Telegram, on comprend qu'un budget est désormais alloué au marketing et au service après-vente. Sur un canal suivi par 15 000 personnes, l'administrateur du groupe offre aux réseaux qui le souhaitent une *“publicité”*, c'est-à-dire une publication épinglée, pour 150 euros par semaine. La transaction est réglée par [coupons PCS](#), en vente chez les buralistes.

Quelle que soit l'échelle, les procédés de blanchiment sont bien rodés. Mais la santé du business, elle, fluctue. Selon la courbe de la violence. Il y a quelques mois, le chiffre d'affaires de la Paternelle avait pu concurrencer ceux de la Castellane et des Oliviers A, les deux

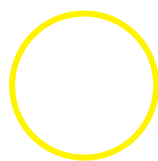


Depuis le début de l'année, quatre hommes y ont été tués. Sur toute la ville, on compte déjà 23 assassinats liés au trafic de stupéfiants en 2023. Des jeunes meurent dans la guerre des réseaux. Mais c'est avant tout une guerre pour l'argent.

**Le prénom a été modifié.*



 COMMENTER



Clara Martot Bacry

LE JOURNAL DE LA SEMAINE



Je m'abonne



DÉCRYPTAGE par **Violette Artaud**



Pour sauver l'étang de Berre, l'Europe suggère d'irriguer le privé



ACTUALITÉ par **Coralie Bonnefoy**

Après le crash des législatives, le groupe de Petel éclate au conseil municipal d'Aix

REPORTAGE par **Clémentine Michel**

Église Saint-Ferréol, de jeunes migrants attendent "que quelqu'un les aide tout simplement"



SÉRIE par **Violette Artaud**

 **Des îles et des hommes] Au Frioul, l'étranger est marseillais**



ACTUALITÉ par **Benoît Gilles**

Le chantier du terminal ferroviaire de Mourepiane est sur les rails

LES BREFS

+ DE BREFS

18h34 **RETOUR**

Le groupe industriel Rio Tinto en charge de la réhabilitation du site de Mange-Garri

18h16 **NÉGOS**

Malgré une première offre d'hébergement, l'occupation de l'église Saint-Ferréol se poursuit

17h30 **CONTESTÉ**

L'OM recrute un joueur auteur de violences sexistes et sexuelles sur sa femme

16h45 **ARRIVÉE**

L'agence régionale de santé se dote d'un nouveau directeur



Journal en ligne indépendant à Marseille. Enquêtes, analyses et reportages.



CONTACTER LA RÉDACTION

ALERTEZ-NOUS

S'INSCRIRE À UNE NEWSLETTER

FAQ

Profitez sans limite de tous nos contenus et services en temps réel.

Rejoignez l'Agora de Marsactu pour discuter, partager et publier.

Défendez à nos côtés l'indépendance de votre journal.

JE M'ABONNE

**JE SOUTIENS
L'INFORMATION LOCALE
INDÉPENDANTE**



Politique
Justice
Économie
Social
Société
Culture
Environnement
Urbanisme
Transports
Éducation



Séries d'été 2023
Habitat indigne, fléau du logement marseillais
Marseille en grand
L'Emprise, raconter la mainmise des trafics
Pollution industrielle
Ordures et poubelles, l'histoire sans fin
Pollution : Marseille étouffe

CHRONIQUES

Bruits d'ici (Pascal Messaoudi)
Cuisine à croquer (Malika Moine)
Entre les lignes (Mbaé Tahamida Soly)
26 siècles d'engatse (Michéa Jacobi)
Marseille secret (Guillaume Origoni)
Mer intérieure (Véronique Esterni)
Nyctalope sur le Vieux-Port (Iliès Hagoug)

RÉDACTION

JM Leforestier
Violette Artaud
Coralie Bonnefoy
Lisa Castelly
Alexia Conrath
Benoît Gilles
Marie Lagache
Clara Martot Bacry
Julien Vincent

L'AGORA

Derniers billets



Je m'abonne



Idées de sortie de Ventilo

© 2022 Marsactu - Mentions légales - CGV

